

Mühleberg: An 1 du démantèlement

Le 20 décembre, la centrale nucléaire de Mühleberg sera définitivement déconnectée du réseau. Les éléments combustibles seront transférés en piscine dans l'enceinte de la centrale pour refroidissement durant 4 à 5 ans. Ces déchets seront transférés vers l'entrepôt intermédiaire de Würenlingen (AG), pour y être surveillés durant 50 ans au moins. S'ajouteront les matériaux de la centrale, acier, béton, tuyauteries constituant aussi des déchets radioactifs de très nombreux types.

Histoire d'une fermeture

Le manteau du cœur de la centrale est fissuré, cela présente un risque d'accident extrêmement grave qui exige son arrêt immédiat. En Allemagne, des défaillances identiques qu'à Mühleberg ont été détectées dans la centrale du même type et du même âge à Würgassen. Là-bas, les autorités ont décidé de fermer la centrale, c'était en 1994. En Suisse, l'inspecteur fédéral de la sécurité nucléaire (IFSN), n'a pas ordonné de fermeture. La direction de l'IFSN protège fidèlement les exploitants des centrales. Mais lorsqu'une votation cantonale exigeant la fermeture de Mühleberg s'approchait et menaçait de l'emporter, le propriétaire et son exploitant (BKW) ont décidé, en 2014, de la mettre hors service pour fin 2019. La loi suisse sur le nucléaire oblige BKW à démanteler sa centrale à ses frais après fermeture. Lorsque la déconstruction sera terminée, les BKW seront libérées de toute responsabilité. Quant au traitement et au stockage des déchets, les réserves constituées risquent fort de ne pas suffire, les frais et la responsabilité seraient alors à charge de la collectivité.

Démantèlement direct ou différé ?

Les avantages d'un démantèlement direct

sont, pour BKW, de passer au plus vite la patate chaude à l'Etat. Pour la collectivité, le démantèlement direct permet de profiter de l'expérience du personnel, de maintenir des emplois sur place et d'envisager un terrain débarrassé environ 15 ans plus tard comme à Würgassen. Les avantages du «confinement de sécurité» (40 à 60 ans avant travaux) sont pour les ouvriers de travailler sur une centrale partiellement refroidie et de laisser visible la verrière de la centrale. Aussi, cela donne du temps à une planification plus poussée.

BKW a choisi le démantèlement direct. C'est une aubaine pour l'industrie nucléaire. On crée l'illusion que le problème de la sortie du nucléaire, avec ses déchets, est résolu. Compte tenu qu'il existe 440 réacteurs atomiques, de nombreuses mines d'uranium, des installations de retraitement et des usines d'éléments combustibles composant l'industrie nucléaire, ce puissant lobby veut maintenir l'idée de la maîtrise et d'une renaissance nucléaire, au moins dans les pays émergents.

Urgent d'attendre

Pour Marcos Buser, géologue, ancien membre de la commission de sécurité nucléaire, il est urgent de procéder à une analyse générale de la situation, compre-



Même avant le démantèlement, l'entrée de la centrale ressemble déjà à un mausolée.
Image : Greenpeace / Ex-Press / Markus Forte

nant tous les risques. Les démantèlements ne feront pas disparaître les déchets radioactifs que l'on accumule depuis plus de 50 ans. Leur entreposage décentralisé dans toute l'Europe, en surface ou sous terre, posera d'énormes problèmes aux prochaines générations. Nous devons trouver des solutions intermédiaires optimales. C'est pourquoi un confinement de sécurité pour Mühleberg aurait été peut-être préférable. A ce jour les BKW sont mobilisés par les préparatifs de mise à l'arrêt. La prévision des coûts pour les désaffectations et débarras des centrales suisses avait déjà dépassé 25 milliards de francs en 2016. Il est à craindre que les contribuables soient obligés de passer à la caisse. De plus il y a le danger que des

entreprises, comme Axpo et Alpiq soient scindées en sociétés fictives, avant la fin des démantèlements, augmentant les risques pour la collectivité à devoir participer aux frais. Mais ce type de paiement purement financier n'est rien en comparaison avec la facture humaine et naturelle à laquelle nos descendants devront probablement faire face. La Suisse reste donc à la recherche d'une stratégie d'emballage et de stockage de tous ses types de déchets nucléaires, le moins mal possible, avec une possibilité de réversibilité au cas où une meilleure façon d'emballer les déchets et les stocker serait trouvée.

Kurt Fischer

Le nucléaire pour sauver le climat ?



A l'heure où les changements climatiques inquiètent, certains lobbies s'activent pour relancer le nucléaire, le présentant comme une solution de choix, voire la seule capable de « sauver la planète ». Leur objectif est de profiter de l'inquiétude grandissante et légitime de la population face au réchauffement climatique.

On entendait par exemple un technocrate pronucléaire français tenir de tels propos aux Assises vaudoises du climat, organisées au mois de novembre par le Département du territoire et de l'environnement à Dornigen. Ou encore dans des articles relayant la tribune publiée le 11 janvier dernier par Joshua S. Goldstein et Staffan A. Qvist dans le Wall Street Journal. Voici ce que cette campagne propage comme arguments en faveur du nucléaire, et nos réponses :

« C'est la renaissance du nucléaire »

On observe l'inverse, soit le recul du nucléaire depuis 20 ans : il fournissait 17,6% de l'électricité mondiale en 1996, mais à peine 10,3% en 2017. Il y a des chantiers, surtout en Chine, mais les statistiques montrent un net déclin au niveau mondial. Et dans tous les pays équipés de centrales, il y a des campagnes grandissantes pour fermer les réacteurs vieillissants.

« On pourrait aisément construire suffisamment de centrales nucléaires pour décarbonner toute la production d'électricité ».

Mais quel miracle permettrait de mettre en service un réacteur nucléaire tous les 15 jours pendant 20 ans, et

avec quel uranium ? Et même s'il y avait une abondance d'uranium, les énergies d'origine renouvelable sont bien moins cher à développer par kWh. C'est pourquoi la Convention sur le climat de l'ONU ne reconnaît pas au nucléaire le statut de solution pour le climat.

« Tchernobyl n'a fait que 60 victimes ».

En janvier 2010, l'Académie des sciences de New York (NYAS) a publié le recueil le plus complet de données scientifiques concernant les conséquences de l'accident de Tchernobyl, arrivant à 985 000 décès à travers le monde, entre 1986 et 2004. Les études de l'AIEA ont très peu de références scientifiques.

« Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, en poursuivant leur croissance actuelle, n'arriveront pas à remplacer rapidement les énergies fossiles ».

Nous partageons la remarque mais nous arrivons à une conclusion opposée : il faut investir massivement pour moins gaspiller et développer les renouvelables, et non dans de nouvelles centrales nucléaires, dangereuses et produisant des déchets radioactifs dont personne ne sait que faire ne veut pas. A investissement égal le nucléaire prend beaucoup plus de temps, pour aboutir à un apport énergétique moindre. Pour une action fédérale plus visionnaire et active, les élections de novembre sont l'occasion de changer la donne au parlement pour obtenir une vraie loi sur le CO2 !

Christian van Singer

(1) www.tinyurl.com/wsj-nuke

(2) www.tinyurl.com/declin-nuc

(3) www.tinyurl.com/etude-tchernobyl